

Mali: bientôt une "concertation nationale" sur la transition

21/08/2012 à 17h:36 | AFP



Mali: bientôt une "concertation nationale" sur la transition © AFP

Le Mali organisera bientôt une "concertation nationale" sur la transition, a appris l'AFP mardi dans l'entourage du Premier ministre Cheick Modibo Diarra, au lendemain de la formation d'un nouveau gouvernement chargé notamment de chasser les islamistes du nord du pays.

"Il a été créé auprès du Premier ministre un comité technique chargé de l'élaboration des termes de références de la concertation nationale pour la conduite de la transition", selon une décision de M. Diarra datée du 15 août et obtenue par l'AFP.

Le texte ne précise aucune date pour ces discussions nationales. Mais un proche du chef du gouvernement a indiqué que des "journées de concertation" se tiendraient bientôt pour "baliser la transition" entamée après le coup d'Etat militaire du 22 mars qui a renversé le président Amadou Toumani Touré, actuellement réfugié au Sénégal.

Il s'agira de "journées de réflexion, pas de décision. Ces journées de concertation ne seront pas du tout une conférence nationale souveraine. Elles ne vont pas durer plus de 48 heures, et ne remettront pas du tout en cause les acquis", a précisé ce responsable, soulignant que M. Diarra allait "tout cadrer".

D'après la décision du Premier ministre datée du 15 août, le "comité technique" mis en place est composé de sept personnes.

Il est présidé par un responsable de la Coordination des organisations patriotiques du Mali (Copam, pro-putsch) et comprend deux représentants du Haut conseil islamique du Mali, un d'une coalition soutenant l'ex-Premier ministre Ibrahim Boubacar Keita, un d'une organisation féminine, un militaire et un expert.

Le Mali s'est doté lundi d'un nouveau gouvernement (31 membres, contre 24 précédemment) qui s'est fixé comme but de reconquérir le nord du pays, occupé depuis près de cinq mois par des islamistes et d'organiser l'élection d'un nouveau chef de l'Etat.

La nouvelle équipe doit aussi gérer le déploiement éventuel dans le pays d'une force de quelque 3. 300 hommes en préparation depuis plusieurs semaines par la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), impliquée dans la médiation pour sortir le Mali de la crise née du putsch.

Pour cette force, que plusieurs pays occidentaux doivent soutenir sur le plan logistique, la Cédéao dit attendre la demande formelle de Bamako ainsi qu'un mandat du Conseil de sécurité de l'ONU.

De leur côté, les islamistes d'Ansar Dine (Défenseurs de l'islam), d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) et du Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao), nouveaux maîtres du nord, préparent une réunion de leurs représentants à Kidal, Gao et Tombouctou, les trois régions administratives de la zone, a appris l'AFP mardi de plusieurs sources.

Cette rencontre, prévue avant fin août, vise à adopter une nouvelle stratégie en cas d'intervention de l'armée malienne appuyée par la Cédéao, selon les mêmes sources.

Ces derniers mois, des responsables d'Ansar Dine et du Mujao ont menacé de représailles les pays qui participeront à la force régionale et ceux qui la soutiendront.

Lire l'article sur [Jeuneafrique.com](https://www.jeuneafrique.com) : [Mali: bientôt une "concertation nationale" sur la transition | Jeuneafrique.com - le premier site d'information et d'actualité sur l'Afrique](https://www.jeuneafrique.com)